



Communiqué de presse



18/03/2022 – sous embargo jusqu'au 21/03/2022 à 1h

Contact

Anne Salmon

02 212 31 00

anne.salmon@unia.be

Unia demande d'urgence des solutions structurelles contre la discrimination des personnes afrodescendantes

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, Unia publie un rapport sur les discriminations des personnes afrodescendantes en Belgique et émet une série de recommandations. Emploi, logement et enseignement sont trois grands domaines dans lesquels les discriminations et les inégalités se font particulièrement sentir. « *Le contraste entre leur niveau élevé de formation et leur faible taux d'emploi est frappant* », s'inquiète Patrick Charlier, directeur d'Unia.

Une situation précaire sur le marché du travail

De manière générale, les personnes d'origine étrangère occupent une position moins favorable sur le marché du travail. Mais le rapport d'Unia révèle que les personnes afrodescendantes, et plus particulièrement les personnes d'origine subsaharienne, sont confrontées à des problèmes structurels tels qu'un taux de chômage élevé, un grand nombre de chômeurs de longue durée et des difficultés d'insertion.

Unia souligne notamment au travers de son analyse chiffrée que les personnes d'origine subsaharienne ont plus de difficultés que les Belges ou les personnes d'autres origines à trouver un emploi et ce, même si elles ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Un diplôme ne donne pas autant de chances de trouver un emploi lorsqu'on a la peau noire. Le taux d'emploi des personnes d'origine subsaharienne diplômées de l'enseignement supérieur est proche de celui des personnes d'origine belge ayant tout au plus un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur. L'impact se fait aussi ressentir en matière de salaire : à niveau de diplôme et domaine d'étude identiques, les personnes d'origine subsaharienne gagnent moins par rapport aux personnes d'une autre origine.

« Pour pointer et prévenir ces discriminations, Unia plaide pour les '[actions positives](#)' ainsi que pour [les tests de situation et le 'datamining'](#), qui permettent de réaliser des tests de discrimination de manière ciblée. L'approbation récente du projet de loi renforçant le pouvoir des inspecteurs sociaux en la matière est un pas dans la bonne direction » souligne Patrick Charlier.

Revoir l'histoire coloniale

Le lien entre les discriminations, les inégalités et notre histoire coloniale est particulièrement tangible dans l'enseignement, où l'on constate que les personnes afrodescendantes subissent du racisme et sont confrontées à des inégalités structurelles. Cela se traduit par des retards scolaires, des réorientations et du harcèlement. D'autre part, il est primordial que l'histoire coloniale et son lien avec le racisme contemporain fassent partie intégrante des programmes scolaires. Un suivi et une évaluation des initiatives récentes des différentes Communautés doivent être planifiés dès maintenant.

La décolonisation doit aller plus loin

La discrimination de personnes afrodescendantes est un fléau ancien qui gangrène notre pays. Il a récemment connu un regain d'intérêt dans le débat public, tant sur le plan international que national, avec notamment le mouvement Black Lives Matter et la décolonisation de l'espace public. Unia est persuadé que la décolonisation de l'espace public bénéficiera à la lutte contre la discrimination et le racisme, en ce compris dans leurs dimensions structurelles. Ces initiatives devraient également s'étendre aux programmes scolaires, aux images véhiculées dans les médias et la culture... « *Les initiatives de décolonisation devraient par excellence être des processus participatifs, où les concernés doivent jouer un rôle important. N'oublions pas qu'il s'agit de personnes et pas seulement de statues* » conclut Patrick Charlier.

Unia est une institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et promeut l'égalité en Belgique. Nous défendons la participation égale et inclusive de tous et toutes dans tous les secteurs de la société. Et nous veillons au respect des droits humains en Belgique.